



GUERRE DES BREVETS OU GUERRE AU COVID

POUR NOS INTÉRÊTS DE TRAVAILLEURS

NOUS AVONS CHOISI !

NPA

NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

BULLETIN DU COMITÉ NPA RENAULT CLÉON - 11 FEVRIER 2021

Ainsi va le capitalisme. Alors que les progrès des sciences et techniques ont rendu possible la mise au point des premiers vaccins contre le COVID en moins d'un an, voilà que le système des « brevets » et la loi du profit freinent la production des vaccins. Partout, la pénurie de doses s'installe, après celles de matériel médical, de masques, de traitements en réanimation et de tests des mois passés.

Pendant ce temps, dans les hôpitaux, les déprogrammations de soins continuent, augmentant les risques sur la santé. Toujours plus d'efforts sont demandés aux travailleurs de la santé. Et les projets de réorganisation hospitalière continuent : 300 suppressions de lits programmées avec le nouvel hôpital Paris-Nord, 150 à Marseille, 200 à Nantes et à Caen, etc...

LES PROFITEURS DE LA PÉNURIE

Sanofi – qui ose licencier plus de 400 chercheurs en pleine pandémie – préfère maintenir ses chaînes de production à l'arrêt, parce qu'il ne dispose pas encore de son vaccin et qu'il n'entend pas produire ceux de ses concurrents. Il a pourtant touché plus de 1,5 milliards d'euros de fonds publics en 10 ans, sans aucune contre partie et versé 4 milliards d'euros à ses actionnaires l'an dernier.

AstraZeneca reçoit par contrat de pré-commande 336 millions d'euros de l'Union européenne, mais prétextant une « baisse de rendement » dans son usine belge, il décide qu'il ne livrera que le quart des doses promises. Renseignements pris : Londres a été encore plus généreux en terme de subventions, et sera donc mieux servi.

Pfizer livre 20 % de vaccins en moins, mais fait 20 % de profits en plus, en faisant payer la sixième dose trouvée au fond de ses flacons.

LE FRIC CONTRE LA SANTÉ

Aujourd'hui, tirant profit de la pandémie qui a déjà fait plus de 2,3 millions de morts dans le monde – dont plus de 80.000 en France – quelques multinationales pharmaceutiques prévoient d'engranger des milliards de bénéfices... même si cela doit condamner la partie la plus pauvre de la

population mondiale à ne pas y avoir accès parce les vaccins sont vendus trop cher. Ainsi, l'Afrique du Sud - qui fait face à un variant particulièrement redoutable - doit acheter ses vaccins 2,5 fois plus cher que l'Union européenne. Et l'OMS ne prévoit pas de vacciner plus de 10 % de la population des pays pauvres d'ici la fin de l'année !

Pourtant, priver les pays les plus défavorisés du moyen de vacciner leur population, c'est évidemment prendre le risque que l'épidémie continue à galoper et plonge le monde dans une situation dramatique.

RÉQUISITION DE L'INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE

Pour se donner les moyens de mettre un terme à cette pénurie de vaccins, il faut en finir avec les « brevets » sur les médicaments et les secrets de production qui sont les moyens pour les multinationales du médicament d'engranger des profits faramineux sur le dos de la vie humaine. Entre 2000 et 2018, 35 multinationales du médicament ont ainsi accumulé la somme faramineuse de 7.770 milliards d'euros de bénéfices.

En mai dernier, Macron lui-même avait affirmé que « le vaccin doit être un bien public mondial,

extrait des lois du marché ». Depuis, silence radio. Aujourd'hui, les traitements et les vaccins contre le Covid doivent effectivement devenir des « biens communs » universels, accessibles à toutes les populations de la planète.

L'urgence est bien d'imposer à ce gouvernement par la mobilisation qu'il décide la réquisition immédiate de tous les sites de recherche et de production de l'industrie pharmaceutiques afin de produire les vaccins et traitements médicaux en quantité suffisante.

Mais imposer à l'industrie pharmaceutique de se mettre au service de la santé et de la vie humaine parce que nos vies valent plus que leurs profits, c'est choisir de remettre en cause la propriété capitaliste dans ce secteur de l'économie pour la placer sous le contrôle des professionnels de santé, de ses salariés et des usagers. Reste à construire la mobilisation pour engager cette épreuve de force.



PAS DE PUCES, PAS DE VOITURES : LA FAILLITE D'UN MODÈLE DE PRODUCTION

Des équipementiers aux constructeurs, dans le monde entier, toute l'industrie automobile est frappée de plein fouet par l'actuelle pénurie de semi-conducteurs. Des Usa au Japon, de l'Europe à la Corée, se multiplient les mesures temporaires de réduction de production ou de chômage partiel, comme dans certains secteurs de Renault Cléon la semaine dernière. L'industrie automobile installe dans les voitures de plus en plus d'équipements électroniques intégrant des puces. Pas de puces, pas de voitures. Derrière ce constat, ce sont bien des choix d'organisation de la production qui sont en cause. Pour diminuer les coûts, toute une industrie s'est rendue dépendante d'une poignée de fournisseurs d'un petit nombre de pays : essentiellement Corée du Sud et Taïwan. Une réalité aggravée par la généralisation de la production en « juste à temps » : toujours pour diminuer les coûts, il fallait éliminer les stocks – qui coûtent sans rien rapporter – afin de dégager le cash nécessaire pour payer les dividendes des actionnaires. N'acceptons pas de payer la casse à leur place.

RAFFINERIE TOTAL GRANDPUITS UNE GRÈVE QUI APPELLE NOTRE SOLIDARITÉ

A l'origine de la grève qui dure depuis plus d'un mois maintenant figurent les 700 emplois directs et indirects menacés par le projet d'arrêt-reconversion de la raffinerie Total de Grandpuits en Seine et Marne. Avec raison, les grévistes ne pensent pas gagner seuls face à un mastodonte tel que Total. Ils cherchent à populariser leur mouvement auprès des autres raffineries et à faire converger leur combat avec d'autres luttes sur l'emploi : TUI, Sanofi... Avec en perspective un mouvement d'ensemble à l'échelle du pays sur cette question. En grève, ils tiennent aussi à dénoncer l'hypocrisie de Total, qui présente l'arrêt du raffinage de pétrole, et la reconversion du site vers la production d'agro-carburants, ou le recyclage de plastiques comme sa contribution à la transition écologique. Mais sans renoncer à une production d'hydrocarbures incompatible avec la lutte contre le réchauffement climatique : Total se vante même sur son site, début janvier, de la découverte d'un nouveau gisement prometteur d'hydrocarbures au large du Suriname en Amérique du Sud.

PEUGEOT KENITRA AU MAROC VIVE LA GRÈVE !

S'implanter au Maroc, pour Renault comme pour Peugeot, c'est profiter tout à la fois des aides massives d'un Etat marocain cherchant à attirer les investissements étrangers et profiter d'une main d'œuvre à bon marché : course aux bas coûts et à la compétitivité oblige. Mais en inaugurant en grande pompe en 2019 l'usine de Kenitra, Peugeot ne pouvait certainement pas imaginer qu'un an et demi plus tard puisse s'y dérouler une grève comme celle qui a paralysé l'usine fin janvier-début février 2021. A l'origine de cette explosion de

colère : la faiblesse des salaires de base (2600 dirhams, soit 240€ par mois) ; un système de comptage des heures qui conduit à des heures supplémentaires non payées (en semaine ou en week-end) ; des contrats précaires sans couverture médicale... La direction a fini par tomber sur des travailleurs exigeant de pouvoir vivre dignement de leur travail. Plus ils gagneront là-bas sur leurs revendications, et moins nos patrons ici pourront faire de chantage à la délocalisation. Vive la grève des travailleurs de PSA Kenitra !

SANOFI... SANOFIC

Plus de 12 milliards de bénéfices en 2020 ... quatre fois plus qu'en 2019 ! Il y aurait là largement de quoi maintenir les emplois déjà existants et en créer de nouveaux pour partager la charge de travail. Mais au contraire Sanofi va supprimer 1.700 postes en Europe, un millier en France, dont 400 dans la recherche Cela ne va pas aider à développer ou à produire des vaccins... Mais pour Sanofi, les salariés et la population n'ont qu'à se débrouiller.

Et le bouquet ! Sanofi préfère arroser ses actionnaires, en leur versant plus de quatre milliards d'euros de dividendes ... Ces patrons qui jouent avec la santé publique se croient tout permis, mais ils pourraient bien en rabattre, car sur plusieurs sites Sanofi, les salariés commencent à faire entendre leur colère.

Et si un jour, on envisageait de récupérer tout le fruit de notre labeur, c'est-à-dire les exproprier ... ce ne serait que justice.

LYCEE MAUROIS A ELBEUF LA COLÈRE GRONDE

Depuis près d'un an, alors que des milliards pleuvent pour sauver les entreprises - surtout les plus grandes - les services publics, santé, éducation ... sont sacrifiés. A l'exemple de ce qui se passe au lycée Maurois d'Elbeuf, élèves, parents et personnels tirent le signal d'alarme. Les moyens accordés par le Rectorat pour l'année scolaire 2021-2022 vont conduire : à réduire les choix de spécialités offertes aux élèves, contrairement à l'ambition affirmée de la réforme Blanquer ; à faire passer à plus de 35 élèves une bonne partie des classes ; à supprimer dans de nombreuses matières les dédoublements si utiles aux élèves en difficulté ; à refuser la possibilité de redoubler à des élèves ayant échoué au bac ; à regrouper dans certains cours des élèves de première et de terminale ... C'est l'avenir des jeunes qui est en jeu. Mais pour Macron et son ministre Blanquer, l'heure est aux économies : « *quoi qu'il en coûte* » !

**MAIL POUR NOUS CONTACTER:
site NPA agglomération Rouen: www.npa76.org**

**LE BLOG DU SECTEUR AUTOMOBILE DU NPA
www.npa-auto-critique.org**

Avec ses tracts, actus, dernières infos, le site «auto-critique» est une plateforme essentielle à la lutte d'un secteur qui ne cesse de résister aux capitalistes

I.P.N.S. - ne pas jeter sur la voie publique